

CTL du 13 Juin 2013

Déclaration liminaire

Monsieur le président,

Aujourd'hui, il n'y a plus d'échappatoire possible pour les dirigeants de notre pays comme pour ceux des pays européens. La situation économique et sociale ne cesse de s'aggraver. Les salariés, les retraités et les privés d'emplois en sont évidemment les premières victimes.

La coupable est connue : c'est l'austérité que ces mêmes dirigeants ont décidé d'imposer coûte que coûte aux peuples. Ils confirment ainsi leur choix de « servir la soupe » au patronat et aux actionnaires. Peu leur importe que ce choix là soit mortifère pour le plus grand nombre. Ils n'ont qu'une obsession : réduire encore et toujours le coût du travail alors que la part versée aux actionnaires dans les richesses créées est déjà passée de 5 à 25% en trente ans.

C'EST À CELA QU'ILS NE VEULENT PAS TOUCHER ! C'EST À CELA QU'IL FAUT S'ATTAQUER POUR QUE LE CHANGEMENT PRENNE CORPS !

Contrairement aux promesses de campagne électorale, les décisions du Président de la république et du gouvernement tournent le dos à la réponse nécessaire aux besoins du plus grand nombre. Elles sont imprégnées de la soumission aux exigences des marchés financiers.

Le dossier des retraites n'échappe pas à la règle. Les premiers projets qui émanent du rapport Moreau et qui filtrent des cercles gouvernementaux ne souffrent d'aucune ambiguïté. C'est une nouvelle régression sociale qui se profile. Qu'on en juge :

- 44 annuités contre 41 annuités et demie aujourd'hui pour bénéficier d'une retraite complète ;
- alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs. Leur CSG passerait ainsi de 6.6% à 7.5% ;
- désindexation : la réévaluation annuelle des pensions en fonction de la hausse des prix et l'inflation serait ainsi supprimée ;

pour les fonctionnaires, le projet pourrait sonner le glas du calcul des pensions sur les six derniers mois pour y voir substituer les dix dernières années de carrière. Cette mesure pourrait entraîner une baisse des pensions de 20 % à 25 %...

Même si tout cela garde pour l'heure le caractère d'hypothèses, le sens que le gouvernement veut donner à sa réforme est en tous cas clairement marqué du sceau de l'austérité.

La situation que les agents de la DGFIP vivent, sous les libellés de la démarche stratégique et de la MAP (modernisation de l'action publique), reprend les mêmes logiques. En plus du blocage des salaires, la poursuite des suppressions d'emplois, les prétendues

« simplifications », avec d'énormes guillemets, les réformes et restructurations régressives, les restrictions de crédits constituent le carnet de route de la DGFIP. La dégradation continue des conditions de vie au travail est une des conséquences criantes de ces orientations.

Prenons l'exemple de la campagne d'impôts sur les revenus.

Cette année la loi de finances a battu tous les records. En tant qu'agents des Finances publiques, plus les années passent, plus nous sommes en droit de penser que le législateur n'habite pas sur notre planète. Où alors qu'il est complètement déconnecté des citoyens et des agents de notre administration.

Faisant preuve d'une logique kafkaïenne, il a explosé tous les records de complexification....tout en lançant une campagne médiatique sur la révolution de la simplification administrative, un comble, le mensonge organisé au plus haut niveau de l'État ?

Ce n'est pas nous, agents de base qui avons inventé le bouquet de travaux et ses multiples taux de réduction, ses trois dates, ses 6 catégories de travaux, ses actions en duo, en triple en solo, le tout saupoudré de nouvelles normes environnementales.

Ce n'est pas nous, agents de base, qui avons fait exploser le nombre de pages de la brochure pratique (près de 400 !),

Mais c'est bien nous, agents de base, qui avons fini sur les rotules !

Cerise sur le gâteau la fameuse déclaration 2042 QE présentée comme mesure de simplification par la DGFIP...

Rappelons que pour qu'un impôt soit accepté il faut qu'il soit compris de tous et notamment par les agents de notre administration. On est loin du compte, les contribuables sont restés ébahis face à ce labyrinthe, et nous, bien souvent muets !

Cette campagne nous a semblé l'introduction parfaite pour lancer la discussion sur le DUERP et le P.A.P que vous allez nous présenter lors de ce CTL.A la CGT nous dénonçons la santé au travail comme une victime de la politique d'austérité gouvernementale et pour l'instant le gouvernement AYRAULT n'a pas montré de volonté politique afin d'améliorer significativement et qualitativement le travail. Demandons, comme mesure essentielle d'un plan pluriannuel de prévention, une réelle simplification de la fiscalité et la reconnaissance de nos difficultés, dues à la répétition des suppressions d'emplois,

Alors que se déroulent des négociations entre le MEDEF et les confédérations sur la qualité de vie au travail. La CGT porte des propositions concrètes visant à améliorer les conditions de travail et qui ouvrent la possibilité de « faire du bon boulot ». Ces améliorations permettraient sans aucun doute une meilleure efficacité économique.

Les élus CGT-Finances Publiques ,

René QUIDE

Bruno DEBOMY